

## **INTERVENTION de l'Union Locale CGT D'ARLES LE 1<sup>er</sup> mai 2013**

C'est dans un contexte économique et social particulier que nous nous retrouvons pour ce 1er Mai 2013.

La multiplication des suppressions d'emplois, des fermetures d'entreprises, tant dans l'industrie que dans les services publics et l'économie sociale, la remise en cause des droits sociaux, suscitent une colère légitime, couplé à un sentiment d'abandon, de trahison et alimente une radicalisation des actions, mais plus inquiétant un sentiment de fatalité, de désespérance. **Nous le savons, c'est un terreau de prédilection pour le racisme, l'homophobie, la xénophobie.**

D'ailleurs alors que les parlementaires ont adopté une loi pour le mariage entre les personnes de même sexe, une ambiance délétère est instituée par des responsables politiques et religieux opposés au mariage pour les personnes homosexuelles. **Ces pourvoyeurs de l'ordre moral, engagés contre l'égalité des droits, piétinent, sans vergogne et violemment, les principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.**

Ils exigent que les lois de la République appliquées pour toutes et tous soient pensées et décrétées en accord avec leurs représentations « de la loi divine » et ce contrairement aux articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

De plus, leurs propos homophobes, leurs appels à la haine et à la division provoquent une multiplicité d'agressions verbales et physiques envers les personnes homosexuelles.

Ces violences sont inacceptables et révèlent une intolérance et des convictions qui ne peuvent nous laisser dans l'indifférence tant elles nous rappellent des périodes sombres de notre histoire.

**La CGT ne tolérera jamais ces dérives et ces excès d'un autre temps.**

Si cette loi est une avancée pour notre République, la lutte contre les discriminations et les actes homophobes, toujours très importants sur les lieux du travail, doit continuer.

La CGT continuera inlassablement de lutter contre toutes les formes d'exploitation, de domination, de discrimination et d'exclusion.

Si nous avons pu penser que l'ère des assauts à l'encontre du syndicalisme de lutte était terminée ou presque, l'actualité nous démontre qu'il n'en est rien.

Après la criminalisation de l'action syndicale, **après le rejet inacceptable du texte d'amnistie sociale, c'est la liberté de penser dans un lieu privé qui devient criminel.**

**Non, l'action et la pensée syndicale ne peuvent être criminalisées en démocratie.**

De plus, nous sommes entrés dans une nouvelle phase exacerbée de la crise du système capitaliste. Dans ce contexte de mondialisation ultralibérale les peuples paient un très lourd tribut.

Comme l'on pouvait s'y attendre, l'austérité engendre la récession. Le chômage bat des records, particulièrement chez les jeunes. Dans les pays du Sud les plus frappés, l'émigration des jeunes, n'ayant plus aucune perspective d'avenir, devient un phénomène de masse.

Le pouvoir d'achat a reculé en 2012, une première depuis 30 ans. Le sentiment de paupérisation s'aggrave. Partout dans le monde, la dégradation alarmante des conditions sanitaires et de santé révèlent les conséquences désastreuses d'un système qui aggrave et intensifie les inégalités, l'atteinte aux droits fondamentaux.

Les tensions et les conflits armés se multiplient de par le monde amplifiant le sentiment d'insécurité, et d'absence d'alternatives à la crise.

La crise est loin d'être finie et s'alimente des mesures adoptées pour soi-disant éteindre les incendies. La poursuite des politiques d'austérité, qui conduisent dans le mur.

**Après la pluie, la pluie**

**Après les efforts, les sacrifices !**

**Nous pensons que c'est parce que le travail est insuffisamment valorisé qu'il y a une crise.**

Dans notre pays, le gouvernement prévoit avec son nouveau programme de stabilité, un nouveau tour de vis de 20 milliards d'euros en 2014 après les 40 milliards d'euros de 2013. Leur objectif est de « rentrer dans les clous à coup de marteaux pour convaincre l'Union Européenne du sérieux du gouvernement. Jadis, on voulait rassurer Billancourt, aujourd'hui c'est Standard and Poors qu'ils ne veulent plus désespérer !

De plus morale et éthique sont bafouées. Mensonge et corruption éclatent au visage d'une France meurtrie, déchirée (« l'affaire Cahuzac »). Ce qui est en jeu, c'est la légitimité du politique. Elle atteint des ministres et/ou des élus. Dès lors, nous savons que les droites extrêmes et l'extrême droite savent exploiter de telles situations au nom du « tous pourris », pour délégitimer ou affaiblir la démocratie et prêcher leur vision du monde de haine de l'autre et de division du monde du travail. Cela ne peut pas nous laisser indifférents.

**Aussi nous devons poursuivre et amplifier la bataille des idées, engager le débat dans les syndicats à partir de nos valeurs de solidarité et de fraternité, de nos orientations et de nos choix économiques.**

**Déclarer son patrimoine est une chose, s'attaquer de front au système économique et financier dont le profit est la seule valeur en est une autre.**

Les multinationales pratiquent l'évasion fiscale comme un sport de haut niveau.

Combattre la fraude, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux est une question de justice sociale et de démocratie. Une République exemplaire ne devrait-elle pas engager des moyens nécessaires pour poursuivre les fraudeurs ? En 10 ans, ce sont 25000 emplois supprimés au Ministère des Finances ! Engager 1000 inspecteurs du fisc, voilà un bon investissement ! Rapport attendu 80 milliards par an !

Il est urgent de penser un autre modèle de développement économique, social et démocratique, de s'engager résolument dans la nécessaire transition énergétique et écologique pour concevoir réellement le développement humain durable.

Les logiques financières développées dans le secteur industriel, ont fait des dégâts humains écologiques et économiques considérables.

Le chômage augmente sans discontinuer depuis 24 mois. Les licenciements se multiplient. Il y a ceux dont on parle et ceux dont on ne parle jamais, comme les non-renouvellements de CDD, les fins de missions d'intérim ou les ruptures conventionnelles. Chômage, licenciements et développement de la précarité créent un contexte peu favorable aux luttes. Et pourtant, là où existent des syndicats, la riposte s'organise.

A Arles, à Saint Martin de Crau, à Tarascon, et Chateaufort, de nouvelles attaques contre l'emploi industriel, de service, et de service public se succèdent : Harmonia Mundi, Nitrochimie, Transgourmet, la Poste, Conserves de France ... Des P.S.E, des restructurations, des fusions, sont le lot quotidien des salariés des très nombreuses entreprises de notre localité. Mais les salariés relèvent la tête !

Nous saluons particulièrement, aujourd'hui les salariés d'Harmonia Mundi et leurs représentants dans la lutte tenace qu'ils ont engagée pour la défense de l'emploi et de la diversité culturelle. Plus de 1638 signatures sur leur pétition avec des grands du monde de la Musique pour combattre la fermeture des 15 boutiques Harmonia sur le territoire.

Saluons également la lutte des salariés de Transgourmet à Saint Martin de Crau, La CGT organise avec les salariés en grève le 3 mai, un pique-nique de lutte pour la défense de l'emploi et de l'avenir de leur entreprise.

Saluons aussi les salariés des Transports urbains d'Arles en grève totale depuis 3 jours face au géant Veolia, pour des salaires décents et le respect de leurs conditions de travail.

Chômage et précarité explosent et à l'Assemblée, les parlementaires viennent d'entériner en 2ème lecture, un projet de loi estampillé MEDEF qui démantèle le Code du travail.

**Nous réaffirmons, que retranscrire le texte de l'accord dans la loi, c'est bafouer l'intégrité du code du travail.**

**Nous réaffirmons, haut et fort, notre exigence de voir les élus de la République ne pas être de simples scribes du Medef.**

Beaucoup de salariés ne mesurent pas encore combien cet accord leur est préjudiciable. La division syndicale jette le trouble. Que penser d'un texte applaudi par trois syndicats et dénoncé par deux autres ? Ce texte, en utilisant des termes que nous revendiquons, tels que « droits opposables ou transférables », entretient la confusion dans la tête de beaucoup de salariés, d'autant qu'il est présenté par un gouvernement qu'ils ont contribué à mettre en place en chassant Nicolas Sarkozy par les urnes.

Alors que ce projet de loi bouleverse le Code du travail et impactera profondément la vie des salariés, le gouvernement a choisi d'utiliser la procédure d'un vote bloqué afin de faire taire les débats.

S'agissant de la complémentaire santé, la CGT avait alerté dès la négociation de l'ANI sur les conséquences néfastes de dispositions visant à empêcher les clauses de désignation dans les branches professionnelles.

Alors que l'Assemblée nationale avait introduit les possibilités de désignation, le Sénat a cédé aux pressions des assureurs privés instaurant la « liberté de choix » des organismes assureurs par les entreprises en matière de complémentaire santé.

**Pour la CGT, la pression du Medef et des assureurs privés ne doit pas avoir gain de cause. La complémentaire santé n'est pas une marchandise, c'est une affaire de solidarité, c'est l'affaire de la mutualité !**

On ne peut pas déconnecter cet accord du pacte de Compétitivité reposant sur le postulat, selon lequel, c'est le coût du travail qui handicape l'économie française et la compétitivité des entreprises.

**Le travail n'est pas un coût, c'est un investissement, c'est une richesse**

Le bras de fer va continuer. Nous persévérons à mener le combat pour défendre et étendre le droit social, pour sécuriser le travail, la formation, l'exigence pour donner aux salariés de nouveaux pouvoirs sur et dans l'entreprise, pour inverser la tendance au déclin et relancer l'emploi productif.

**La Sécurité Sociale est attaquée dans toutes ses dimensions et composantes.**

Syndicats et patronat sont dans la dernière ligne droite des négociations sur les retraites complémentaires. Le Medef prétend faire encore baisser le pouvoir d'achat des pensions et raboter les futurs droits à retraite des actifs. De son côté le gouvernement envisage aussi des mécanismes qui pourraient accentuer le décrochage du niveau de vie des retraités. Les syndicats tiennent bon et exigent une augmentation de la cotisation patronale pour équilibrer les régimes. La CGT a fait des propositions de nature à équilibrer l'Agirc et l'Arrco à l'horizon 2017. Il va beaucoup dépendre de la mobilisation des salariés pour imposer notre choix d'une belle retraite.

Bien que les négociations ne soient pas encore engagées, les intentions du gouvernement sont connues en matière de réforme de la retraite : allongement de la durée du travail, relèvement immédiat de départ à 62 ans et du taux plein à 67 ans font partie des hypothèses rendues publiques avec une hausse probable des cotisations retraites.

**Ces décisions, si elles venaient à se confirmer, seraient graves de conséquences pour les retraités, mais aussi pour les actifs et plus généralement pour la situation économique du pays, déjà particulièrement préoccupante, et pour la solidarité entre les générations.**

Nous le rappelons : « *La Sécurité Sociale n'est pas un coût, c'est un investissement* ».

Le vrai débat public sur le financement de la Sécurité Sociale n'a pas eu lieu dans ce pays

Si le Medef s'arcboute pour en finir avec la protection sociale, c'est parce qu'il protège les intérêts des multinationales et des grands groupes, ou plutôt de leurs principaux actionnaires. Plutôt les dividendes que la protection sociale, telle est la devise du Medef.

**Les salariés, les retraités, les privés d'emplois doivent reconquérir leur SECU.**

Alors oui, « *Mettons les pieds dans le plat* »

Le message est clair. Dans le monde entier, il est temps de faire entendre notre voix, il est temps de nous unir, de nous rassembler, solidaires, partout dans le monde, contre l'austérité, l'insécurité sociale généralisée et pour une répartition des richesses créées par notre travail.

La CGT, première force syndicale de ce pays, agit en toutes circonstances pour la défense des intérêts du monde du travail, des jeunes, des retraité-e-s, des privé-e-s d'emploi, des migrants...

**Nous ne devons pas nous résigner ni à la division syndicale, ni à la mise en concurrence des travailleurs organisés par les politiques patronales, les politiques libérales, cette funeste théorie économique dénommée « capitalisme ».**

**Nous ne devons pas céder à l'imposture du populisme, de l'extrémisme, au harcèlement des opposés au « mariage pour tous ».**

**Le syndicalisme est attendu dans sa capacité à réveiller l'espoir, à fédérer, à rassembler, à unir et agir pour être plus forts. Le syndicalisme a ce devoir et cette responsabilité de relever ce défi du rassemblement.**